



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France,
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par
la communauté de communes du Pays d'Oise et d'Halatte
sur la modification du plan local d'urbanisme
de la commune de Pont-Sainte-Maxence (60)**

n°GARANCE 2023-7493

Avis conforme
rendu en application
du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 28 novembre 2023, en présence de Philippe Ducrocq, Philippe Gratadour, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet, et Jean-Philippe Torterotot,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 2 mai 2023 portant cessation de fonction et nomination de membres de la mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la communauté de communes du Pays d'Oise et d'Halatte le 2 octobre 2023 relatif à la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Pont-Sainte-Maxence ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 12 octobre 2023 ;

Considérant que la modification a pour objet d'adapter les règlements graphique et écrit en créant deux secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées Ngv et Agv, de surfaces respectives de 3 130 et 3 570 m², autorisant les aménagements et constructions à usage d'habitation nécessaires aux terrains familiaux destinés à l'accueil des gens du voyage ;

Considérant qu'il ressort du dossier que cette modification vient régulariser une situation de fait établie depuis de nombreuses années, et ne permet pas de nouvelles constructions ni de nouveaux usages des terrains ;

Considérant que l'un des secteurs se situe en zone inondable, que la commune fait l'objet d'un plan de prévention des risques d'inondation (ppri), et qu'elle est tenue de disposer d'un plan communal de sauvegarde traitant du risque d'inondation ;

Considérant que le ppri interdit en zone bleue les habitations légères de loisir, le stationnement de caravanes durant plus de trois mois, les terrains aménagés pour l'accueil de campeurs et de caravanes, et qu'il convient de s'assurer de la conformité de la modification du PLU au PPRi, ce que ne fait pas la notice présentée ;

Considérant qu'il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification du plan local d'urbanisme de la commune de Pont-Sainte-Maxence est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il est nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 28 novembre 2023

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président



Philippe GRATADOUR

